



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-HUITIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 23 octobre 2007 — N° 29

Dix heures

Président de l'Assemblée nationale :
M. Michel Bissonnet

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Consultation générale

- 1) Projet de loi n° 9
Loi sur la sécurité des personnes dans certains lieux et modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 15 juin 2007
Renvoyé à la Commission des institutions le **21 juin 2007**

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 7
Loi sur le Recueil des lois et des règlements du Québec
Présenté par le ministre de la Justice le **15 juin 2007**
- 3) Projet de loi n° 11
Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales
Présenté par le ministre de la Justice le **15 juin 2007**
- 4) Projet de loi n° 12
Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur la pharmacie
Présenté par le ministre responsable de l'application des lois professionnelles le **15 juin 2007**

- 5) Projet de loi n° 16
Loi modifiant la Loi sur la Société du Centre des congrès de Québec et la Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal
Présenté par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation le **17 octobre 2007**
- 6) Projet de loi n° 22
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'agglomération de Montréal
Présenté par la ministre des Affaires municipales et des Régions le **21 juin 2007**
- 7) Projet de loi n° 24
Loi modifiant la Loi sur l'assurance médicaments
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **17 octobre 2007**
- 8) Projet de loi n° 25
Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **17 octobre 2007**
- 9) Projet de loi n° 26
Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **17 octobre 2007**
- 10) Projet de loi n° 29
Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec
Présenté par la ministre des Affaires municipales et des Régions le **17 octobre 2007**
- 11) Projet de loi n° 30
Loi modifiant la Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, la Loi sur la Société de télédiffusion du Québec et la Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec
Présenté par la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine le **17 octobre 2007**

Étude détaillée en commission

- 12)** Projet de loi n° 2
Loi donnant suite au discours sur le budget du 23 mars 2006 et à certains autres énoncés budgétaires
Présenté par le ministre du Revenu le 21 juin 2007
Principe adopté le **17 octobre 2007**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 13)** Projet de loi n° 8
Loi modifiant la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles
Présenté par la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine le 15 juin 2007
Principe adopté le **18 octobre 2007**, et
Renvoyé à la Commission de la culture
- 14)** Projet de loi n° 17
Loi modifiant la Loi sur le curateur public et la Loi sur le ministère du Revenu
Présenté par le ministre du Revenu le 21 juin 2007
Principe adopté le **17 octobre 2007**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 15)** Projet de loi n° 19
Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le 21 juin 2007
Principe adopté le **18 octobre 2007**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 16)** Projet de loi n° 20
Loi modifiant la Loi sur les assurances, la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le 21 juin 2007
Principe adopté le **18 octobre 2007**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

- 17)** Projet de loi n° 6
Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale
Présenté par la ministre des Affaires municipales et des Régions le 15 mai 2007
Principe adopté le 31 mai 2007
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le **16 octobre 2007**
- 18)** Projet de loi n° 18
Loi sur la sécurité des piscines résidentielles
Présenté par la ministre des Affaires municipales et des Régions le 15 juin 2007
Principe adopté le 16 octobre 2007
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé le **18 octobre 2007**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 19)** Projet de loi n° 190
Loi abrogeant la Loi permettant d'assurer l'agrandissement du parc national du Mont-Orford, la préservation de la biodiversité de territoires limitrophes et le maintien des activités récréotouristiques
Présenté par le député de Verchères le **10 mai 2007**
- 20)** Projet de loi n° 191
Constitution du Québec
Présenté par le député de Mercier le **22 mai 2007**
- 21)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant le Code du travail
Présenté par le député de Terrebonne le **6 juin 2007**
- 22)** Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Loi sur le cinéma
Présenté par le député de Berthier le **6 juin 2007**

23) Projet de loi n° 195
Loi sur l'identité québécoise
Présenté par la députée de Charlevoix le **18 octobre 2007**

24) Projet de loi n° 196
Constitution québécoise
Présenté par le député de Mercier le **18 octobre 2007**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

25) Projet de loi n° 201
Loi sur la Compagnie du cimetière Saint-Charles
Présenté par le député de Vanier le **10 mai 2007**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

26) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Lévis
Présenté par le député de Lévis le **10 mai 2007**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

27) Projet de loi n° 205
Loi concernant la Municipalité de Caplan
Présenté par le député de Vimont le **10 mai 2007**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

28) Projet de loi n° 206
Loi concernant la Ville de Saint-Jérôme
Présenté par le député de Prévost le **10 mai 2007**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

29) 17 octobre 2007

Motion du ministre de la Justice :

QUE l'Assemblée nationale :

I Fasse siennes la position et les justifications du gouvernement exposées dans sa nouvelle réponse au rapport du Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales pour la période 2004-2007, déposée devant l'Assemblée le 16 octobre 2007 par le leader du gouvernement au nom du ministre de la Justice ; et

II En ce qui concerne les juges de la Cour du Québec :

1. Approuve les recommandations 1, 2 et 4 émises par le Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales pour la période 2004-2007, dans son rapport déposé à l'Assemblée nationale le 28 octobre 2004 et portant le numéro de dépôt n° 1256-20041028 ;
2. Modifie les recommandations 3 et 5 du Comité, de façon à ce que :
 - a) l'indemnité pour frais de fonction du juge responsable de la formation soit portée à 6 000 \$ (recommandation 3) ;
 - b) la recommandation 5 vise aussi le montant de rétroactivité à être versé aux juges de la Cour du Québec à la suite de la mise en œuvre de la nouvelle réponse et de la présente résolution ;

III En ce qui concerne les juges des cours municipales :

1. Approuve les recommandations 1, 3, 4, 6, 8, 12 et 13 émises par le Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales pour la période 2004-2007, dans son rapport déposé à l'Assemblée nationale le 28 octobre 2004 et portant le numéro de dépôt n° 1256-20041028 ;

Précise, quant à la recommandation 13, que le remboursement aux juges des cours municipales de Laval, Montréal et Québec, à titre de contribution au paiement des honoraires de leurs avocats, est fait sans admission de quelque nature que ce soit sur la compétence du Comité pour recommander ce paiement ;

2. Modifie les recommandations 5, 7 et 9 du Comité, de façon à ce que :
 - a) la rémunération additionnelle des juges-présidents soit établie à 8 % du traitement annuel maximum des juges puînés et celle des juges-présidents adjoints à 6 % du traitement annuel maximum des juges puînés (recommandation 5) ;
 - b) un montant de frais de fonction de 5 000 \$ soit prévu pour le juge municipal responsable de la formation des juges municipaux (recommandation 7) ;
 - c) la recommandation 7 vise tous les juges municipaux rémunérés à la séance, incluant les juges provisoires, intérimaires et suppléants, et qu'un juge municipal ait droit, l'année de sa nomination, aux frais de fonction établis selon les montants proposés dans la recommandation 7, au prorata du nombre de mois au cours desquels il aura exercé ses fonctions judiciaires, en considérant le mois de sa nomination comme un mois complet ;
 - d) la recommandation 9 vise aussi le montant de rétroactivité à être versé aux juges des cours municipales de Laval, Montréal et Québec à la suite de la mise en œuvre de la nouvelle réponse et de la présente résolution ;
3. Rejette les recommandations 2, 10 et 11, et alloue aux juges municipaux rémunérés à la séance, à compter du 1^{er} janvier 2005, un montant additionnel annuel de 13 % de leur traitement, en compensation de la valeur d'un régime de retraite.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

30) 17 octobre 2007

Motion de la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue :

QUE l'Assemblée nationale du Québec exige du gouvernement qu'il mette immédiatement en place les mesures nécessaires pour soutenir adéquatement tous les travailleurs ayant perdu leurs emplois de façon permanente ou temporaire ainsi que les mesures nécessaires pour faire face aux pertes d'emploi éventuelles dans nos régions forestières liées à la consolidation prochaine de l'industrie forestière annoncée par le ministre pour décembre prochain.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat de l'Assemblée

-Faire toute la lumière, à compter du 1^{er} novembre 2007, sur l'application de la *Loi sur l'équilibre budgétaire* et proposer, le cas échéant, d'ici le 20 décembre 2007 des recommandations de nature à corriger l'équilibre budgétaire artificiel.

Mandat statutaire

- Audition de la sous-ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et du président-directeur général de Recyc-Québec concernant les matières résiduelles (chapitre 5, tome II, du rapport du Vérificateur général 2005-2006).
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Vérificateur général et du secrétaire général du Conseil exécutif concernant le rapport spécial sur l'utilisation des fonds publics par l'ancien lieutenant-gouverneur du Québec.
- Audition du sous-ministre des Transports sur le rapport annuel de gestion du ministère pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2006.
- Audition du président-directeur général du Conseil des arts et des lettres du Québec sur son rapport annuel de gestion pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2006.

Mandat réglementaire

Vérification des engagements financiers :

- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Projet de loi n° 9**, Loi sur la sécurité des personnes dans certains lieux et modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports (mandat confié le 21 juin 2007).

Étude de projets de loi :

- Projet de loi n° 201**, Loi sur la Compagnie du cimetière Saint-Charles (mandat confié le 10 mai 2007).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- Projet de loi n° 2**, Loi donnant suite au discours sur le budget du 23 mars 2006 et à certains autres énoncés budgétaires (mandat confié le 17 octobre 2007).
- Projet de loi n° 17**, Loi modifiant la Loi sur le curateur public et la Loi sur le ministère du Revenu (mandat confié le 17 octobre 2007).
- Projet de loi n° 19**, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 18 octobre 2007).
- Projet de loi n° 20**, Loi modifiant la Loi sur les assurances, la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 18 octobre 2007).

Mandat réglementaire

Interpellation :

Du député de Chauveau à la ministre des Finances sur le sujet suivant : *La crise dans l'industrie du papier commercial non bancaire adossé à des actifs (PCAA) et son impact pour le gouvernement du Québec, les sociétés d'État et les organismes publics relevant de la ministre des Finances* (avis donné le 18 octobre 2007).

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Mandat statutaire

-Étude des rapports annuels de gestion 2006-2007 des agences de la santé et des services sociaux des régions suivantes : Montréal, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et Montérégie (déféré le 17 octobre 2007) ; Lanaudière, Abitibi-Témiscamingue et Baie-James (déféré le 18 octobre 2007).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat statutaire

- Examen des rapports d'activité du Fonds national de formation de la main-d'œuvre, pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2004, 31 mars 2005 et 31 mars 2006.
- Examen du rapport du ministre du Travail sur la mise en œuvre de la *Loi sur l'équité salariale*.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Lévis (mandat confié le 10 mai 2007).
- Projet de loi n° 205**, Loi concernant la Municipalité de Caplan (mandat confié le 10 mai 2007).
- Projet de loi n° 206**, Loi concernant la Ville de Saint-Jérôme (mandat confié le 10 mai 2007).

COMMISSION DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE LA CULTURE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- Projet de loi n° 8**, Loi modifiant la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles (mandat confié le 18 octobre 2007).

Mandat statutaire

-Audition du président de la Commission d'accès à l'information du Québec sur ses rapports annuels pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2002, 31 mars 2003, 31 mars 2004, 31 mars 2005 et 31 mars 2006.

Mandat réglementaire

Surveillance des organismes publics :

- Conseil supérieur de la langue française.
- Office de la langue française.
- Commission de toponymie du Québec.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

Projet de stratégie gouvernementale de développement durable (mandat confié le 2 octobre 2007).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 18 octobre 2007
Loi modifiant la Loi sur les coopératives de services financiers – *ministre des Finances*.
- b) 18 octobre 2007
Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune – *ministre des Ressources naturelles et de la Faune*.
- c) 18 octobre 2007
Loi modifiant la Loi sur la Société des Traversiers du Québec et d'autres dispositions législatives – *ministre des Transports*.

Projets de loi publics au nom des députés

- d) 16 octobre 2007
Loi sur les détergents sans phosphates – *député de Vachon*.

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS